

[Texte]

shipper. I thought the Canadian Wheat Board and the elevator companies were the shippers.

Is this not an attack on the Canadian Wheat Board and the principle of orderly marketing? Is this not an attempt to return to a jumble of the so-called free and open market, given their freedom of choice, freedom to lose their elevator, freedom to lose their branch line, and freedom to pay more freight charges?

Mr. Macpherson: Mr. Chairman, there is a recommendation in the three-pool brief having to do with the powers of the Canadian Wheat Board. We are concerned that this proposed act should not impair the marketing ability of that board. We strongly support the Canadian Wheat Board system of marketing, and we do not want to see it impaired.

One of the points, perhaps, I might make, is it would be my hope that this bill, or whatever may finally be passed, should keep in mind the fact that the handling system and the rail system are here to serve the marketing function, not vice versa.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Malone: On a point of clarification, Mr. Chairman.

The Chairman: A point of clarification, Mr. Malone.

Mr. Malone: I would like to ask Mr. Macpherson something relating back to a previous question dealing with whether or not meetings were held by the pool organization during the past winter. He said yes to that question. Just so it is on the record, at those meetings where you were discussing the ramifications of Crow, did you hold any votes?

Mr. Macpherson: No, we did not hold votes. These were public meetings where members and others might attend. We had a request for a vote, at least at one of those meetings. We declined because it was not a policy-making process we were engaged in, but rather an information one.

We also discovered, as we went from meeting to meeting, that we had some of the same people appearing in the audience at different meetings. So I was rather fearful that, if we began taking votes and giving some weight to them, we might be in the position of the old story about elections in Chicago, where people were said to have voted early and often.

The Chairman: Thank you. Mr. Mayer.

Mr. Mayer: On a point of order, Mr. Chairman, I was just wondering. There have been a couple of references here this morning, I think in answers to questions by Mr. Malone and Mr. Towers, regarding handling charges. I wonder if the pool could provide us with a history of their handling charges at country elevators; their terminal charges; the dockage charges that are included; any Canadian Wheat Board charges for, say, the past 15 years; and, if possible, any projection they might have for, say, the next 10 years, so that the committee

[Traduction]

Commission canadienne du blé et les sociétés d'éleveurs qui étaient les expéditeurs.

Cela ne revient-il pas à remettre en question la raison d'être de la Commission canadienne du blé et le principe de la réglementation des marchés? N'essaie-t-on pas, par là, d'en revenir à la pagaille qui règne avec ce que l'on appelle le marché libre, sans parler de cette liberté de choix qui, pour les producteurs, est la liberté de perdre leur éleveur, perdre leur embranchement ou de payer des frais de transport plus élevés?

M. Macpherson: Monsieur le président, le mémoire présenté conjointement par les trois groupes du blé traite notamment des pouvoirs de la Commission canadienne du blé. Nous estimons que le projet de loi ne devrait pas entraver les activités de commercialisation de cette commission. En effet, nous appuyons fermement le système de commercialisation de la Commission canadienne du blé et nous ne voulons pas qu'il soit compromis.

Permettez-moi d'ajouter que, quel que soit le libellé final de ce projet de loi qui sera adopté, j'espère qu'il tiendra compte du fait que le système de manutention et le système ferroviaire doivent servir le système de commercialisation, et non pas l'inverse.

Le président: Merci beaucoup.

Mr. Malone: J'aimerais avoir une précision, monsieur le président.

Le président: Monsieur Malone.

M. Malone: On a déjà demandé à M. Macpherson si des réunions avaient été organisées par son organisme au cours de l'hiver dernier. Il a répondu que oui. Lors de ces réunions où vous avez discuté des conséquences du Nid-de-Corbeau, y a-t-il eu des votes?

M. Macpherson: Non. Il s'agissait de réunions publiques auxquelles nos membres et d'autres personnes pouvaient assister. Quelqu'un a réclamé un vote à l'une de ces réunions, mais nous avons refusé parce que l'exercice auquel nous nous prêtions était un processus de consultation et non pas d'élaboration des politiques.

Nous nous sommes également rendu compte, au fur et à mesure que ces réunions se passaient, que certaines personnes étaient toujours présentes. Je craignais donc qu'en organisant des votes et en leur accordant une certaine importance, nous nous retrouvions dans une situation semblable à celle des élections de Chicago, où, d'après ce qu'on dit, les gens se sont mis à voter dès le début et s'y sont repris à plusieurs fois.

Le président: Merci. Monsieur Mayer.

M. Mayer: J'invoque le Règlement, monsieur le président. À plusieurs reprises, ce matin, on a parlé de frais de manutention en réponse à des questions de M. Malone et de M. Towers. J'aimerais donc savoir si le groupe du blé pourrait nous donner une chronologie de ces frais de manutention aux éleveurs locaux, y compris les frais de nettoyage des céréales, la part de la Commission canadienne du blé depuis les 15 dernières années et, si possible, les prévisions établies pour les 10